

L'intervention sociologique Sociological intervention

François Dubet and Michel Wieviorka

Number 75, 2016

LSP/RIAC : un demi-siècle de débats sociaux et politiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1036289ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1036289ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1703-9665 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dubet, F. & Wieviorka, M. (2016). L'intervention sociologique. *Lien social et Politiques*, (75), 38–45. <https://doi.org/10.7202/1036289ar>

Article abstract

Sociological intervention, a particular type of research-action which has been developed by Alain Touraine, has been widely used in working with protest movements. One can describe it as a process which is based upon the dynamic resolution of conflicts between researchers and activists, between analysis and action.

The various components of this type of intervention are presented here: the necessity for the intervention to be a response to a formal request by the group concerned, the definition of roles and the "permanent sociology" phase.

The sociological intervention is organized in function of a cognitive objective and seeks to understand how collective action and social movements are constructed. The ways in which action is constituted seems to be useful for the actors concerned especially in that they see their struggles as an important part of the process of social reconstruction.

L'intervention sociologique

F. Dubet, M. Wieviorka

En 1976, ceux qui écrivent ces lignes se sont vu proposer par Alain Touraine de participer à un programme de recherche sociologique novateur, non tant par son sujet — l'étude des conflits sociaux qui animent nos sociétés contemporaines — que par la méthode à mettre en oeuvre : l'intervention sociologique. Nous allions étudier l'action collective en travaillant avec de petits groupes. Nous allions intervenir, et nous définir par un rôle actif et moteur dans le travail de ces groupes. D'un côté, nous semblions nous rapprocher des psycho-sociologues, pour qui le lieu même de l'analyse est le groupe, l'objet de l'analyse la dynamique de ce groupe. D'un côté, nous allions à contre-courant des règles de non-intervention et d'extériorité qui définissent d'ordinaire le métier de sociologue. Les critiques sont venues, moins nombreuses et moins fortes cependant que nous ne pouvions l'attendre : vous confondez analyse sociologique et dynamique de groupe ont dit les uns, suggérant que nos résultats étaient le résultat de relations interpersonnelles, de transferts ou de contre-transferts, de séductions ou de rejets et non de l'ordre de la démonstration sociologique.

Vous ne voulez pas admettre que vous prêchez de nouvelles idéologies ont dit les autres, nous reprochant de nous constituer en intellectuels organiques ou en experts, et de guider, d'orienter ou de justifier la pratique collective de tel ou tel acteur social.

Aujourd'hui, deux livres ont été publiés, un troisième est sous presse, une recherche sur la cons-

cience ouvrière est en cours de réalisation, et une cinquième recherche portant sur les mouvements de femmes se prépare : l'intervention sociologique a désormais commencé à faire ses preuves. Méthode indissociable de la théorie qui l'anime, elle s'est d'abord intéressée aux mouvements contestataires : elle s'orientera, dans les années prochaines, vers d'autres problèmes sociaux.

Consacrée à l'étude du mouvement contestataire, l'intervention sociologique peut se décrire comme un long processus qui, à partir de la mise en interrelation des chercheurs et des acteurs concernés, aboutit à l'instauration d'un va-et-vient entre l'analyse et l'action, entre les chercheurs et les acteurs.

La demande

Il ne peut y avoir d'intervention sociologique si les chercheurs ne rencontrent pas une demande d'analyse du côté des acteurs. Étudiant des luttes dont nous pensons qu'elles portent un mouvement social, une mise en cause qui va bien au-delà de la simple défense d'intérêts spécifiques, nous avons proposé à des acteurs de ces luttes d'engager avec nous un long effort d'analyse qui n'a de sens, précisément, que dans la mesure où l'action a une portée sociale générale. De quoi s'agit-il ? Très concrètement, de constituer deux groupes (les chercheurs, au nombre de quatre dans l'équipe initiale, doivent travailler deux

par deux pour des raisons qui seront présentées plus loin). Chaque groupe rassemble une dizaine de militants désireux de s'interroger sur le sens et les difficultés de leur action. Ces militants appartiennent, ou non, à des organisations, ils agissent en leur nom personnel, leur parole n'engagera qu'eux-mêmes. C'est pourquoi les participants aux groupes d'intervention ne sont jamais des permanents ou des responsables de niveau élevé, dont la parole engage leur organisation bien plus que celle d'un militant de base. Dans ce que les chercheurs disent à ces militants, il n'y a aucun secret : le but du travail est exposé sans équivoque, l'origine des moyens financiers, la méthode suivie, sont présentés le plus clairement possible, etc. Les chercheurs soulignent que le travail fourni est la propriété de tous : les compte-rendus de séances, quasi-intégraux, sont remis à chaque participant au travail, personne n'a le monopole de l'information et chacun pourra faire l'usage qu'il souhaite des documents produits sous réserve de règles élémentaires (préservation de l'anonymat, usage non polémique des déclarations des uns ou des autres...).

La constitution d'un groupe est d'autant plus facile qu'un mouvement est peu organisé et n'exerce qu'un faible contrôle sur ses militants. Mais quelle que soit la faiblesse de ce contrôle, jamais les chercheurs ne cherchent à le court-circuiter ou à l'éluder : une intervention ne se fait qu'après avoir longuement informé les organisations concernées. Celles-ci peuvent refuser la recherche, qui alors n'aura pas lieu. Nous n'avons jamais rencontré de refus définitif, mais il est arrivé qu'il faille longuement s'expliquer et tenir compte d'exigences imprévues, en fait toujours limitées et le plus souvent tout à fait légitimes.

Les chercheurs, face aux militants qu'ils contactent sont déjà en posture de recherche. Ils évitent tout ce qui les placerait dans un rôle autre que celui d'analyste. S'ils étudient telle ou telle lutte, c'est qu'ils la jugent importante. Mais s'il viennent ainsi à la rencontre des acteurs, ce n'est pas pour soutenir leur action, mais pour produire avec eux un travail de connaissance. Il n'est donc évidemment pas question de relations fusionnelles et, d'emblée, le rapport qui s'établit est marqué par la reconnaissance d'une nette distinction entre le rôle du sociologue et celui de l'acteur. Le chercheur qui prépare une recherche peut être lui-même proche de la lutte concernée ; à

l'inverse, ses rôles sociaux peuvent le désigner comme très lointain, voire même hostile à l'acteur — parisien face à des régionalistes, homme face à des femmes, professeur face à de étudiants, etc. : l'essentiel est ici que la proximité ou la distance par rapport à la lutte n'interfèrent pas avec le rôle de sociologue par lequel le chercheur se définit.

La préparation d'une intervention est parfois un travail de longue haleine qui peut durer plus d'un an. Les chercheurs doivent connaître et pénétrer un milieu souvent complexe, définir l'image théorique du groupe qu'ils veulent constituer, contacter des organisations à différents niveaux, leur demander de s'intéresser et de faciliter la recherche sans pour autant en devenir responsable ou maître d'oeuvre, résister à toutes sortes de pressions qui les transformeraient en alliés ou en idéologues de la lutte, ne pas se laisser emporter par les conflits internes au mouvement...

Des groupes

La constitution d'un groupe obéit à un souci théorique qui n'a rien à voir avec les règles de la représentativité stratégique : qui pourrait sérieusement affirmer que deux groupes d'une vingtaine de personnes en tout peuvent représenter une population militante qui peut compter jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de personnes ? Les chercheurs construisent leurs groupes en fonction d'une image du mouvement. L'enjeu de la recherche est d'étudier le travail du mouvement, et le groupe est formé à partir d'hypothèses sur les principales composantes du mouvement. Avec les étudiants qui ont mené la lutte de 1976, les chercheurs ont tenu compte de l'opposition entre « organisés » et « inorganisés », avec les occitanistes, ils ont formé les groupes en fonction de l'hypothèse selon laquelle le travail du mouvement est celui de la difficile intégration d'une lutte économique (notamment viticole) et d'une lutte culturelle, portée principalement par des enseignants ou des fonctionnaires, etc. Qu'il soit donc clair qu'une intervention n'a rien à voir avec une enquête d'opinion ou d'attitude : ce qui s'en dégage est une structure de problèmes et de virtualités, et non des pourcentages sur ce que pensent et sont les acteurs. Ceux qui nous reprochent de ne pas obéir aux règles les plus élémentaires de la statistique nous

font un mauvais procès, car les problèmes dont nous traitons se situent à un autre niveau d'analyse.

Nos groupes sont construits, et par conséquent il n'est pas question de travailler avec des groupes naturels. Chaque fois que nous nous sommes rapprochés d'une telle situation, comme à Amiens où le noyau dur du groupe d'étudiants était le comité de grève, le travail de recherche a été difficile, le groupe revivant ses conflits et ses échecs passés sans parvenir réellement à s'en dégager et à prendre de la distance par rapport à la lutte. Un groupe répond à une certaine unité — l'université pour une lutte étudiante, un bassin sidérurgique pour des ouvriers lorrains, etc. — mais cette unité doit être suffisamment large pour que les rapports qui s'instaurent entre les militants à l'intérieur du groupe dépendent d'une structure de problèmes et non de relations déjà constituées.

La mise en situation

Après une première réunion brève, et sans autre enjeu que de lier connaissance le groupe est immédiatement mis en situation de débat avec des interlocuteurs. Nous n'étudions pas des groupes centrés sur eux-mêmes et développant une dynamique dont l'analyse ne relève pas de la sociologie, mais des rapports sociaux. Il s'agit donc, d'emblée, de créer ces rapports sociaux, de les faire vivre. Toute lutte parle au nom d'une population, s'oppose à un adversaire, ou à plusieurs, à des partenaires, des alliés. Plutôt que d'enregistrer le discours sur l'adversaire, la base, les alliés, etc., les chercheurs instaurent le débat en demandant à des interlocuteurs incarnant l'adversaire, la base, etc., de rencontrer leur groupe. Les étudiants affirment lutter contre le patronat supposé vouloir se soumettre l'université, ils agissent au nom du mouvement ouvrier ? Nous faisons venir des dirigeants patronaux et des syndicalistes ouvriers. Les antinucléaires dénoncent EDF, le CEA, l'arme nucléaire ? Nous invitons des dirigeants d'EDF et du CEA ou des stratèges militaires. Ces rencontres durent en général deux heures, parfois plus. Elles ont une fonction secondaire, qui est de donner cohésion et unité au groupe, qui se soude d'autant plus qu'il a affaire à un adversaire ou un allié reconnu comme tel par tous les militants. C'est pourquoi nous ne faisons intervenir que le plus tard

possible les interlocuteurs dont la présence est susceptible de révéler et de faire éclater des tensions internes au groupe : face à un patron, un groupe de syndiqués CGT et CFDT fait bloc, face à un député socialiste ou un membre du comité central du PCF, la probabilité est grande qu'il éclate et se déchire.

Mais la fonction essentielle de ces rencontres est dans l'interaction qu'elles substituent au discours idéologique des acteurs. Tout acteur développe une vision de son champ d'action, des représentations de lui-même, de son adversaire, de l'enjeu de sa lutte. Dans certains cas, la distance est faible entre de telles représentations et l'analyse qu'on peut faire des rapports sociaux qui sont en jeu. Dans d'autres, elle est très grande. Le but des rencontres avec des interlocuteurs est de faire apparaître cette distance qui n'est jamais nulle. Lorsque les militants étudiants rencontrent des dirigeants patronaux, ils découvrent que la circulaire Quermonne qui a déclenché la grève n'a en rien été inspirée par la volonté patronale, et que les dirigeants patronaux n'ont aucune envie d'investir dans l'université, tout au contraire. Lorsque des syndicalistes viennent expliquer que le mouvement étudiant ne concerne la classe ouvrière que de très loin, et bien davantage au sommet des organisations que du côté d'une base pour qui les étudiants sont des privilégiés, ils détruisent une imagerie qui se décompose en même temps que s'effondre l'idéologie d'une lutte étudiante anticapitaliste et menée au nom de la classe ouvrière.

La mise en situation défait les idéologies et prépare l'analyse. Il nous a été souvent reproché d'affaiblir l'action en brisant les images qui la sous-tendent, en faisant apparaître les incohérences ou l'aveuglement d'un discours qui a par ailleurs une force de mobilisation. Ce reproche est lui-même profondément idéologique. Nous ne décomposons pas l'idéologie de l'auteur pour y substituer une autre idéologie, la nôtre, et pas davantage pour laisser l'acteur en suspens au dessus d'un plancher que nous aurions détruit. Nous ouvrons l'espace dans lequel les chercheurs pourront demander aux militants de se mettre en position d'analyse. Nous créons les conditions d'une réflexion dans laquelle, nous le verrons plus loin, les sociologues ne cherchent à aucun moment à imposer autre chose qu'un effort d'analyse qui porte sur les virtualités, les difficultés et les formes d'opposition d'un mouvement social dans le champ de la lutte concernée. Ceux qui

refusent l'intervention sociologique au nom de l'intégrité du discours idéologique de l'acteur pensent que la connaissance de l'acteur sur lui-même ne peut que l'affaiblir. Pour notre part, nous défendons avec force l'idée selon laquelle la connaissance élève la capacité d'action et, tout au moins, permet d'éviter les conduites aveugles, la manipulation et la soumission aux démagogues.

Cette période au cours de laquelle les groupes reçoivent des interlocuteurs est entrecoupée de séances dites « fermées », sans interlocuteurs, où s'amorce le travail d'analyse. Les chercheurs demandent aux militants de se situer par rapport aux questions qu'ont fait surgir ces séances avec des partenaires ou des adversaires de la lutte, ils organisent des débats, voire des tours de table où les groupes se déploient et où apparaissent des configurations plus ou moins stables. Le groupe vit en son sein les problèmes de la lutte, mais surtout s'engage dans une analyse de ces problèmes, il entame une auto-analyse qui est l'amorce du travail du mouvement sur lui-même.

Les sociologues

Une des images dominantes de la pratique de groupes est celle de l'écoute et de congruence, puisqu'un des objectifs quasi naturel du travail de groupe serait le développement des communications verbales et non verbales dans le travail d'un groupe centré sur lui-même. Le groupe qui fait des expériences guidées dans cette plongée vers le « vécu » par un animateur qui détient souvent le code légitime de l'expression de ce vécu de groupe, quitte à ce qu'une expérience de groupe soit interprétée comme reconnaissance de « l'instituant » et du désir, du spontané, contre l'ordre, contre l'institution, contre tout ce qui réprime et qu'on appelle alors : la société.

L'intervention sociologique est aux antipodes de cette conception et de cet usage du groupe ; aussi le rôle des chercheurs n'est en rien celui d'un animateur ou d'un clinicien favorisant l'expression des problèmes personnels. Au contraire, le dispositif de l'intervention et la définition du rôle du chercheur visent à éloigner le groupe d'une réflexion centrée sur lui-même, comme groupe. Les sociologues poussent le groupe vers une position d'analyse des problèmes du mouvement ; ils font passer les militants

d'une position d'idéologue à une position de critique de leur idéologie, ce qui ne veut pas dire que ces derniers abandonnent leurs aspirations et leurs objectifs de militants. Comme toute l'intervention vise à construire l'analyse d'une lutte, les sociologues ont un double rôle. Les chercheurs, qui sont deux par groupe, adoptent chacun un rôle, interchangeable durant l'intervention. D'une part, un des chercheurs est *interprète* lorsqu'il intervient dans le groupe en se plaçant du côté de la lutte et des problèmes de l'action tels qu'ils sont posés par les militants. Il dégage les configurations et fait surgir les positions opposées et contradictoires, il souligne les malentendus, les obscurités... il pousse ainsi le groupe vers une posture critique, vers une mise à distance des discours et des problèmes. D'autre part, le second chercheur est *analyste*. Il n'analyse pas le groupe mais la figure de la lutte telle qu'elle s'est progressivement dessinée. Plus exactement, ce qui est analysé, c'est l'histoire de groupes qui, par divers méandres, se mettent en position d'analyse ; le matériau du travail est un récit, c'est l'histoire de deux, puis nous le verrons, de plusieurs groupes.

Les sociologues interviennent et construisent un processus d'analyse qui n'a rien de naturel ou de spontané, qui n'est jamais centré sur les problèmes de personnalité ou le climat du groupe mais qui les considère comme des éléments du récit analysé. Le plus étonnant, en regard de l'usage habituel qui est fait des groupes, c'est que « ça marche », c'est que des militants participent à un travail extrêmement long et souvent éprouvant, et qu'ils acceptent aussi une forte intervention des chercheurs, surtout au moment central de la recherche que nous appelons la *conversion*. Après que les groupes aient rencontré des interlocuteurs, après que les militants aient longuement débattu entre eux au cours de séances « fermées », les sociologues proposent une analyse de lutte, en se plaçant du point de vue du mouvement social qui l'organise. Ce moment de la conversion, durant lequel les sociologues définissent leurs hypothèses devant les groupes réunis tout un week-end, permet de voir si les militants acceptent les hypothèses et passent du côté de l'analyse, s'ils refusent ce passage, ou encore, s'ils l'opèrent tout en indiquant de nouvelles hypothèses, différentes de celles des chercheurs ; les réactions de militants à la conversion constituent le test central de la pertinence de l'analyse.

On pourrait penser que tout ceci est bien artificiel et notamment que tout concourt à faire de la conversion un moment de « reconnaissance éblouie » de la pertinence des hypothèses par des militants longuement « travaillés » par des sociologues qui maîtrisent l'information et qui sauraient où ils vont. En réalité il faut se défaire de cette image manipulatoire ou héroïque de la conversion.

Lors de la recherche sur le mouvement étudiant, les groupes d'Amiens et de Bordeaux s'étaient mis en posture critique, souvent d'ailleurs de façon dramatique tant était grande la distance entre l'idéologie du mouvement étudiant et ses actions et ses alliances réelles. Les militants étaient déçus et tristes de mesurer l'échec de leur entreprise et de constater l'écroulement du mouvement étudiant après la plus longue lutte de son histoire. Population fragilisée et donc facile à convaincre peut-on penser. Mais lorsque les chercheurs proposent leur analyse de la lutte en se plaçant du point de vue d'un mouvement social étudiant qui ne répondrait pas seulement à la crise de l'université et ne s'épuiserait pas à s'inventer une alliance mythique avec la classe ouvrière, mais se définirait par rapport à un enjeu propre de contrôle de la connaissance, les militants résistent et refusent. Certains s'abandonnent à une conscience malheureuse et après des heures de discussions, il ne reste qu'un militant pour accepter l'idée d'un mouvement construit autour d'un enjeu de connaissance. Ce qui signifie que le mouvement social est extrêmement éloigné des capacités d'action de la lutte étudiante et que, ne pouvant fournir d'autres principes d'action, celle-ci ne peut que se décomposer.

La lutte anti-nucléaire semblait a priori assez proche d'un mouvement social anti-technocratique. Pourtant ce point de vue est reconnu par des méandres et des détours, par « plaisanterie » ; c'est le rôle de la plaisanterie disent les anthropologues de permettre que se dise ce que l'on n'accepte pas de reconnaître. Là aussi quelques militants se tiennent à l'écart. Un des deux groupes refuse totalement de passer du côté de cette analyse, non pas parce que les sociologues sont trop loin de lui, mais au contraire parce qu'une relation fusionnelle s'était établie. La séduction et la chaleur sont un obstacle à la conversion.

Les militants occitans ont tout à fait accepté de se situer dans un schéma qui leur a été proposé au cours d'un week-end. Ils se sont placés d'un point de

vue d'analyse. Mais ce qui fut une réussite de méthode n'a pas à être interprété comme un succès du mouvement car pas un de ces militants n'a entrepris de définir son action dans l'ensemble des composantes de la lutte et au contraire, les stratégies de défense et de retrait l'on emporté. L'hypothèse présentée à la conversion a semblé si éloignée des capacités d'action réelles du mouvement qu'il nous a fallu revenir plus tard proposer de nouvelles hypothèses plus proches des conditions réelles de l'action.

La théorie commande l'intervention et définit le rôle des chercheurs. Mais les militants ne sont pas des apprentis chercheurs et les sociologues, ne sont pas des militants de passage. Même lorsqu'ils sont poussés vers une position d'analyse, les militants restent des militants ; ils ne peuvent pas dire « n'importe quoi ». Jamais la référence à l'action n'est absente, jamais l'intervention ne se transforme en club de réflexion. Les militants ne sont pas « séduits » par les chercheurs : ni les étudiants culturellement proche des sociologues, ni les viticulteurs du Languedoc qui en sont éloignés. La fusion de tous dans la reconnaissance mutuelle signifierait surtout que les sociologues ont franchi le pas, que le groupe serait centré sur ses propres interactions, sur ses propres sentiments, sur sa propre idéologie et on sait qu'à partir de ce moment, l'intervention sociologique est impossible. C'est pour cela que les sociologues interviennent.

La sociologie permanente

Comment appuyer une démonstration sur le travail de deux petits groupes qui parlent au nom de milliers de militants, parfois beaucoup plus, et qui dans tous les cas se battent au nom de millions de personnes ? Autrement dit, comment s'assurer que l'expérience de deux groupes n'est pas strictement spécifique ? On peut d'abord simplement répondre que jamais deux groupes, composés de façon différente et qui ont des cheminements parallèles et souvent complémentaires n'ont appelé de conclusions contradictoires. Mais, cette réponse ne suffit pas : c'est dans la phase de la recherche que nous appelons *sociologie permanente* que s'opère pour l'essentiel le long processus de vérification de l'analyse. Si la conversion est le passage à l'analyse, la reconver-

sion est le retour de l'analyse vers l'action dans la sociologie permanente.

La sociologie permanente commence lorsqu'un premier rapport de recherche est communiqué aux militants des deux groupes qui ont travaillé durant la première phase. Feed-back qui permet de corriger des erreurs, mais surtout, de bien voir si chacun reconnaît bien les problèmes de la lutte dans l'histoire des deux groupes et dans la sienne propre. Mais cela ne saurait suffire. Il nous faut voir si d'autres militants situés dans d'autres contextes, ayant parfois d'autres orientations, et qui n'ont pas parcouru le long chemin des flexions vers l'analyse, sont en mesure d'utiliser celle-ci, non seulement pour comprendre ce qu'ils font, mais aussi pour transcrire en termes programmatiques l'analyse qui leur est proposée. Dans le cas de la recherche sur le mouvement anti-nucléaire, nous avons rencontré une douzaine de groupes de militants répartis dans toute la France. Certains d'entre eux avaient lu le premier rapport et furent en mesure de le critiquer, de l'enrichir en présentant d'autres figures de l'action. Tous furent invités à élaborer des pratiques en partant de ce qu'ils avaient retenu de l'analyse. Lors de la recherche sur le mouvement occitan, nous avons constitué moins de groupes de sociologie permanente mais ceux-ci ont travaillé plus longuement avec nous à partir de l'analyse dont ils avaient reçu un rapport.

Le travail de « programmation » entrepris par de nouveaux groupes, ce travail de « redescende » de l'analyse à l'action est le véritable test de la validité de la démarche. Observe-t-on des données, sinon inattendues, du moins complètement dissonantes d'avec les premières analyses ? Ce ne fut jamais le cas ; chaque groupe enrichit une analyse, parfois il conduit à un réajustement de certains points. Les résultats de ces rencontres sont communiqués aux groupes initiaux qui en discutent. Au total, ce sont des dizaines de militants qui sont concernés par la recherche, c'est plus d'une centaine d'heures de débats et de réflexions, plusieurs milliers de pages et des heures d'enregistrement vidéo... Ces chiffres, pour dire qu'une intervention ne repose pas seulement sur le récit des colères, des mutismes ou des départs de tel ou tel militant, mais qu'elle multiplie les témoignages, les sensibilités, auxquels seule l'analyse donne un sens. C'est ce qui nous permet d'affirmer que c'est du mouvement qu'il est question

lorsque nous parlons du malheur de Costal, du départ des femmes, des colères d'Agram et même, de la difficulté d'entendre de Christophe.

La sociologie permanente mesure la distance du mouvement social aux autres significations de la lutte. Elle montre comment l'analyse travaille une lutte sociale et plus nous avançons dans l'élaboration de la méthode d'intervention sociologique, plus la place de la sociologie permanente est importante. Il serait même souhaitable que l'analyse continue à vivre dans le mouvement et que la sociologie permanente ne cesse pas.

Fausse proximité

Il n'y a pas à confondre l'intervention sociologique avec l'« analyse institutionnelle » telle qu'elle est défendue et illustrée par G. Lapassade et R. Loureau. Les tenants de l'analyse institutionnelle ne définissent pas les mouvements sociaux comme l'expression d'un conflit de classe au sein d'un type de société, mais comme la spontanéité instituante qui surgit dans la chaleur de l'événement pour aussitôt se perdre dans les doctrines et l'organisation. Le mouvement social serait d'abord ce qui s'oppose et résiste à l'institué comme la vie résiste à la mort, ou plus exactement comme le désir résiste à la répression et à son détournement. Définition non sociale d'un mouvement dans un monde où il est dit que tout concourt à la reproduction des rapports sociaux et dans lequel, selon Lapassade, seul le désir et le corps peuvent briser cet ordre et se transformer en « analyseur » des mécanismes de l'oppression. Naturel, c'est-à-dire événement historique, ou artificiel, c'est-à-dire le sociologue lui-même, l'analyseur informe moins sur les luttes sociales que sur la nature des mécanismes de l'ordre qui seraient un moment démasqués. Or, il est faut de croire que l'événement, fût-il révolutionnaire, est une « radiographie spontanée ».

Ce n'est pas en créant un événement comme on jette une pierre dans la mare, que l'on dégage les logiques des acteurs sociaux, au contraire, on les brouille. La pratique de l'analyse institutionnelle montre bien que la société est considérée comme une institution qui ne frémirait que sous l'effet du scandale provoqué par des sociologues qui détournent la demande. L'unité d'intervention de Lapassade ou de

Loureau, c'est l'organisation dont ils brisent le système normatif baptisé « inconscient politique » en effaçant le social au nom du désir. L'équation qui identifie les luttes sociales à l'expressivité et à l'émergence du désir est au plus loin de l'observation historique qui montre que les acteurs ont des objectifs culturellement définis et qu'ils sont dans des systèmes politiques partiellement légitimes. Au plan de la méthode tout nous sépare aussi de l'analyse institutionnelle, puisque nous n'intervenons pas dans des groupes réels ou dans des institutions puisque nous visons moins à mettre à jour une oppression définie comme totale qu'à analyser des rapports sociaux, puisque nous ne créons pas un événement mais que nous entrons avec des militants dans un processus d'analyse.

L'intervention sociologique ne s'apparente pas non plus à la méthode de recherche-action telle qu'elle fut tracée par Lewin. Celui-ci construit l'intervention autour de problèmes de résistance au changement. L'expérimentateur agit sur les diverses forces qui peuvent infléchir la résolution d'épreuves souvent définies en termes instrumentaux. C'est en faisant jouer diverses variables, souvent relatives à la communication et à l'autorité, que Lewin facilite l'ouverture et le changement et met à jour des mécanismes généraux d'interactions sociales. La recherche lewinienne est expérimentaliste ; elle vise à contrôler et à agir sur un ensemble de facteurs dont elle mesure le plus exactement possible l'effet produit sur les comportements. Le cadre de référence de l'intervention sociologique n'est pas expérimentaliste ; il est analytique dans la mesure où il s'agit moins de construire un réseau de causalité que de dégager et de hiérarchiser des significations et plus au fond, des logiques d'action et de rapports sociaux. À cet égard, le fait que nous ne recourions pas à des quantifications, comme Lewin et son école le firent au début, n'est pas une simple affaire de technique, mais relève de l'objet étudié et de l'intention de connaissance. Par contre, l'idée selon laquelle le travail avec des groupes informe sur des processus sociaux généraux nous rapproche de Lewin. Ce qui ne suppose évidemment pas que le « micro-social » des groupes soit conçu comme un social global en réduction, mais signifie que l'on observe dans des groupes des logiques générales, à condition de se donner des éléments de validation extérieurs aux groupes eux-mêmes, éléments qui

commandent ce que nous avons appelé la « sociologie permanente ».

Depuis Lewin, l'expression même de recherche-action a recouvert des pratiques souvent différentes qu'il n'est pas question d'examiner ici. Insistons simplement sur la confusion de rôles que de plus en plus fréquemment ces pratiques laissent entendre. À l'inverse, l'intervention sociologique est commandée dans sa procédure par un objectif de production de connaissance, ce qui suppose que soit maintenue clairement la distance entre l'analyste et l'acteur afin que le sociologue ne se transforme pas en idéologue et que l'acteur ne devienne pas un pseudo-chercheur souvent incapable d'agir.

Pourquoi l'intervention sociologique ?

À quoi sert l'intervention sociologique ? Elle est organisée et mise en place en fonction d'un objectif de connaissance et elle vise à comprendre comment se construit l'action collective et plus précisément, les mouvements sociaux. Voilà qui peut satisfaire des sociologues. Mais on comprend beaucoup moins pourquoi des militants peuvent s'engager dans un travail aussi long et aussi peu gratifiant au plan émotionnel, aussi peu dans le vent des techniques « psy », pour reprendre l'expression de Robert Castel, des techniques d'expression, de communication et de découverte du Moi. Si les militants s'engagent dans une intervention sociologique et surtout s'ils persistent, il semble que ce soit en raison d'un double pari. Le premier c'est que la connaissance par l'acteur des processus de formation de sa propre action lui est utile : ce travail répond à l'interrogation constante des militants sur le sens de leur action et surtout sur l'écart qu'ils vivent entre les orientations qu'ils se donnent et les pratiques qu'ils construisent. Le second pari, sous une forme diffuse, est que ces militants pensent que la lutte dans laquelle ils s'engagent, est, par quelque biais, centrale dans le type de société qui se construit sous leurs yeux et dont ils veulent être acteurs.

Pour le moment nous construisons l'intervention sociologique pas à pas dans l'analyse des mouvements sociaux contestataires, donc des actions qui s'accommodent souvent de fortes capacités de production idéologique et intellectuelle. Mais il est souhaitable et possible d'imaginer des interventions socio-

logiques tournées vers d'autres acteurs et en premier lieu vers les mouvements sociaux des classes dirigeantes et plus largement les mouvements qui se définissent par leurs capacités d'innovation et de création plus que de résistance et de conflit. Nous devons nous intéresser à des pratiques moins lumineuses et moins organisées que les mouvements sociaux ; pensons à tous ceux qui agissent d'abord comme des exclus, ceux que l'on appelle les délinquants et les déviants. Bien sûr il nous faudra imaginer d'autres procédures techniques moins « intellectuelles », moins verbales peut-être, des procédures moins brutales, probablement plus brèves... Une technique doit être adaptée à l'objet qu'elle permet d'analyser et si les principes théoriques sont stables, il n'y a pas de techniques canoniques.

L'intervention sociologique vise à comprendre par quels mécanismes la société se produit elle-même à travers ses conflits et sa capacité d'innovation culturelle. Autrement dit, l'intervention sociologique ne peut se développer que dans une société et auprès d'acteurs qui ne vivent pas uniquement la société comme le produit d'un ordre, d'un État, de

nécessités objectives d'adaptation externes, ou bien encore, de lois naturelles. Mais cette conception de la capacité d'action des acteurs, autrement dit, celle d'une société qui n'est pas seulement domination, aliénation et reproduction, suppose qu'il y ait un climat de confiance et de liberté. Or nous sommes aujourd'hui dans une situation de crise, de fermeture, de résistance à la destruction, de blocages politiques et l'on pense parfois plus en termes de guerre que de conflit. Les luttes sociales paraissent faibles et totalement commandées par le politique. Tout ceci crée un climat peu favorable à l'intervention sociologique, mais la rend en même temps plus nécessaire pour aider à dessiner le visage des conflits sociaux de demain et à se défaire des vieux discours qui n'en finissent pas de mourir.

François Dubet
Michel Wieviorka
Centre d'études des mouvements sociaux
École des hautes études en sciences sociales
Paris